

Etablissement contractant

AEFE - Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger
4 , passage Colisée 93400 Saint- Ouen-sur-seine
1, allée Baco - BP 21509 - 44015 Nantes Cedex 1

Pouvoir adjudicateur

Mme Claudia SCHERER-EFFOSSE, Directrice générale de l'AEFE.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
ET PARTICULIERES (CCAP)**

**- MARCHÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES –
Marché à procédure adaptée (MAPA)**

**Réalisation d'audits énergétiques pour l'AEFE
MAPA 2025.04**

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles L 2123-1, R 2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique (CCP).

Le présent document comporte 25 pages

Table des matières

Article 1 - PRÉSENTATION DE L'AEFE	4
Article 2 – OBJET DU MARCHÉ	4
2.1 Objet du marché	4
2.2 Allotissement et modalités d'attribution	5
2.3 Sous-traitance	5
2.4 Représentation des parties	5
2.5 Réalisation de prestations similaires	6
Article 3 – DUREE ET DELAIS DU MARCHÉ	6
Article 4 – MODE DE PASSATION ET MONTANT DU MARCHÉ	6
Article 5 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	7
Article 6 – MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS	7
6.1 Libellés des prestations	7
6.2 Lieux d'exécution des missions	7
6.3 La mise en œuvre des prestations	8
6.4 La mise en œuvre de prestations non mentionnées dans l'annexe financière	9
Article 7 – MODALITÉS DE DETERMINATION DES PRIX	9
Article 8 – AVANCE – ACOMPTES	10
Article 9 – MODALITÉS DE REGLEMENT DES COMPTES	10
9.1 Facturation	10
9.2 Paiement	11
Article 10 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE	12
10.1 Obligation de résultat	12
10.2 Obligation de conseil	13
10.3 Déclaration de sous-traitance	13
10.4 Affectation des ressources	13
10.5 Propriété intellectuelle	14
Article 11 – OPERATIONS DE VERIFICATION, ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	15
11.1 Opérations de vérification	15
11.2 L'admission	15
Article 12 – CONFLITS D'INTERÊTS	16
Article 13 - PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	17
13.2 Obligations du Responsable de Traitement (Pouvoir adjudicateur / AEFE)	17
13.3 Obligations du titulaire	18
Article 14 – PENALITÉS	20
14.1 Pénalités de retard d'exécution	20
14.2 Pénalités pour non-respect des clauses particulières à la protection des données personnelles (RGPD)	21
14.3 Pénalités pour non transmission des attestations d'assurance	21
Article 15 – ASSURANCES	21

Article 16 – RESILIATION ANTICIPEE.....	22
Article 17 – CLAUSE DE REEXAMEN	22
Article 18 – NANTISSEMENT	23
Article 19 – LITIGES.....	23
Article 20 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	23
Annexe I : ATTESTATION SUR L'HONNEUR RELATIVE AUX CRITERES D'EXCLUSION ET A L'ABSENCE DE CONFLITS D'INTERETS	24

Article 1 - PRÉSENTATION DE L'AEFE

Créée en 1990, l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) est un établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE). Elle assure les missions de service public relatives à l'éducation en faveur des enfants français résidant hors de France et contribue au rayonnement de la langue et de la culture française ainsi qu'au renforcement des relations entre les systèmes éducatifs français et étrangers.

L'Agence gère directement 68 établissements d'enseignement scolaire français, qui sont ses composantes. Par ailleurs, elle pilote et anime, dans le cadre d'une procédure de conventionnement et d'affectation de moyens publics, un réseau de 162 établissements conventionnés avec l'AEFE, gérés par des associations ou des fondations. Elle assure la formation continue, l'orientation et le suivi pédagogique des enseignants des 337 autres établissements, appelés « établissements partenaires », également homologués par le ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse (MENJ).

Dotée d'un budget de plus d'1 milliard d'euros qui associe contributions des familles et crédits publics, elle accueille dans les établissements de son réseau 390 000 élèves dans 138 pays, finance des aides aux familles et, sur critères académiques, des bourses d'excellence-major pour les meilleurs bacheliers étrangers issus du réseau des établissements français à l'étranger et poursuivant des études supérieures en France.

Elle emploie plus de 5 749 agents en détachement, titulaires de l'Éducation nationale, affectés à l'étranger auprès des établissements en gestion directe ou des établissements conventionnés.

Les services centraux de l'Agence sont répartis sur deux sites : Saint-Ouen et Nantes.

Elle alloue aux établissements scolaires des subventions de fonctionnement, d'investissement, d'équipement et d'appui pédagogique.

Elle met en œuvre au profit des établissements du réseau une politique pédagogique innovante qui concilie respect des programmes scolaires en vigueur en France et ouverture à la langue et à la culture du pays d'accueil.

En développant et en renforçant la diplomatie éducative, le réseau des établissements d'enseignement français à l'étranger soutient ainsi la diplomatie économique française.

Article 2 – OBJET DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Le marché a pour objet la réalisation d'audits énergétiques auprès des établissements suivants : Lycée français Charles de Gaulle de Londres– Royaume-Uni, Lycée français Vincent Van-Gogh de La Haye – PAYS-BAS et Lycée français de Barcelone – ESPAGNE.

L'exécution des prestations est soumise aux exigences décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.2 Allotissement et modalités d'attribution

Le présent marché est alloti en 3 lots distincts par zone d'étude :

- Lot 1 : Lycée français Charles De Gaulle de Londres – ROYAUME-UNI.
- Lot 2 : Lycée français Vincent Van-Gogh de La Haye – PAYS-BAS.
- Lot 3 : Lycée français de Barcelone – ESPAGNE.

En application à l'article R2142-15 du CCP, les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots.

2.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance (DC4), dûment complété et signé en y joignant les documents demandés.

En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

2.4 Représentation des parties

L'AEFE est dénommé : « l'Administration », « l'acheteur » ou « pouvoir adjudicateur (PAD) » ou le « Commanditaire ».

L'entreprise titulaire du marché est dénommée : « le soumissionnaire », « attributaire » ou « le prestataire ».

Dès la notification du marché, le titulaire et l'acheteur désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifient cette désignation à la Sous-Direction de l'Immobilier (SDI) l'AEFE.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à engager le titulaire.

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire propose un remplaçant disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes, dans un délai de 15 jours maximum.

Le délai court à compter de la notification par le titulaire de l'indisponibilité de son préposé ou à défaut à compter du constat par l'AEFE de cette indisponibilité, notifiée par courrier électronique à l'administration, dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement. L'AEFE peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Il en informe le titulaire dans les 5 jours ouvrés à compter de la réception de l'information relative au remplacement. En l'absence de refus dans ce délai, le nouvel intervenant est réputé accepté.

2.5 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus, ne peut dépasser 3 ans, à compter de la notification du présent marché.

Article 3 – DUREE ET DELAIS DU MARCHÉ

Chaque lot est conclu pour une période ferme de 12 mois.

Les prestations pourront être réalisées dans un délai compris en 6 et 12 mois, sur validation de l'AEFE.

L'AEFE se réserve le droit de proposer une reconduction du marché pour la mise en œuvre de l'option mentionnée à l'article 4.4 du CCTP.

Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité de le marché.

Pour chaque étude, la date de la réunion de lancement se tiendra dans un délai de 15 jours maximum, après notification du marché à l'attributaire.

Le titulaire dispose d'un délai de 7 jours après la réunion de lancement pour transmettre le relevé de conclusion.

Après la réunion de présentation du rendu type du rapport d'audit, l'AEFE procède à sa validation. Le titulaire dispose de 15 jours après validation du rapport d'audit pour organiser la réunion de restitution. L'émission du compte-rendu de la réunion de restitution doit se faire dans un délai de 7 jours.

Les délais d'exécution s'expriment systématiquement en jours calendaires et seront décomptés à compter du lendemain de la transmission du relevé de conclusion par dérogation à l'article 13 du CCAG/PI.

Article 4 – MODE DE PASSATION ET MONTANT DU MARCHÉ

La consultation est passée en application des articles L.1111-1, L 2123-1, R 2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique (CCP).

Le marché est alloti et mono-attributaire par lot.

L'annexe financière fixe les coûts des prestations.

Le montant estimé pour chaque lot est de :

- Lot 1, Lycée français Charles-De-Gaulle de Londres – ROYAUME-UNI : 33 100 € TTC
- Lot 2, Lycée français Vincent-Van-Gogh La Haye – PAYS-BAS : 16 100 € TTC
- Lot 3, Lycée français de Barcelone – Espagne : 31 100 € TTC

Soit un montant maximum estimatif s'élevant à 80 300 € TTC pour l'ensemble du marché.

Article 5 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, il est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement du lot concerné ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe ;
- le cadre mémoire technique du lot ;
- les formulaires DC1, DC2.

Les pièces générales suivantes constituent les pièces du marché :

- le Code de la Commande Publique ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles ou CCAG/PI (arrêté du 30 mars 2021).

Les pièces constitutives du marché prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

Article 6 – MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS

6.1 Libellés des prestations

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations dans les conditions définies dans l'article 3 du CCTP.

6.2 Lieux d'exécution des missions

Les prestations par lot auront lieu :

- Lot 1 , Lycée français Charles De Gaulle de Londres – ROYAUME-UNI :
35 Cromwell Road LONDRES
- Lot 2 , Lycée français Vincent Van-Gogh de La Haye – PAYS-BAS :
237 Scheveningseweg 2584 AA LA HAYE
- Lot 3, Lycée français de Barcelone – Espagne :
C/ Bosch I Gimpera, 6-8 Sarria Sant Gervasi 99100 BARCELONE

L'acheteur communiquera au titulaire toutes les informations complémentaires nécessaires à l'accès des différents sites, ainsi que les coordonnées des personnes relais.

Les réunions de restitution se feront prioritairement en visioconférence.

6.3 La mise en œuvre des prestations

Les prestations sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au titulaire par le référent du marché.

Les bons de commandes sont notifiés par mail ou par tout autre moyen permettant d'en accuser réception à une date certaine. Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est fixée dans le bon de commande. À défaut, il s'agit de sa date de notification.

Les mentions figurant sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire, son adresse ;
- le numéro d'engagement juridique et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- la date d'émission du bon de commande
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la durée et/ou les délais d'exécution des prestations (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande, par référence aux prix figurant dans l'annexe financière du présent marché :

Les bons de commande seront émis par la direction des affaires financières (DAF), au fur et à mesure des besoins sur la base du cadre financier du titulaire dûment accepté.

Le service peut à tout moment annuler ou modifier un bon de commande.

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Cependant, l'administration doit rembourser les dépenses que le titulaire aurait éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial.

Le titulaire appuie sa demande de remboursement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations.

L'indemnisation éventuelle est strictement proportionnelle au pourcentage d'exécution des prestations annulées.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire de préférence par voie dématérialisée.

L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du marché.

Les bons de commande peuvent continuer à s'exécuter au terme du marché, dans la limite de 6 mois.

Les délais d'exécution des prestations doivent être précisés dans l'offre du candidat.

6.4 La mise en œuvre de prestations non mentionnées dans l'annexe financière

Lorsqu'un besoin nouveau apparaîtra, le titulaire pourra proposer un devis qui sera accepté ou non par l'acheteur. Le devis proposé devra comporter les informations suivantes :

- la référence du marché ;
- la désignation de la prestation ;
- la quantité commandée ;
- le prix unitaire de la prestation ;
- le délai d'exécution ;
- le nombre d'heures et le taux horaire de la prestation ;
- le taux de TVA ;
- le prix total en € HT et TTC.

Le devis accepté fera l'objet d'un bon de commande selon les modalités prévues à l'article 6.3 du présent CCAP. Le montant cumulé pour ce type de commande sera limité à 10% du montant total du marché.

Les prix acceptés par l'administration sont définitifs, ils seront valables pour tous les bons de commande notifiés. Dès lors que le caractère récurrent du besoin serait constaté et accepté par l'administration, le nouveau besoin (ainsi que son prix) pourrait être introduit au marché par avenant.

Article 7 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

Le montant du marché s'établit conformément aux prix présentés en annexes.
Les prix consentis à l'AEFE sont obligatoirement franco de port.

Tous les prix sont exprimés en euro.

La date d'établissement des prix est la date limite de remise de la dernière offre.

Le titulaire reconnaît que les prix sont réputés comprendre :

- Les frais afférents aux prestations de service
- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations
- Les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (gestion administrative, assurances, frais postaux, frais de déplacement)

Les prix des prestations sont des prix fermes durant toute la durée du marché.

Article 8 – AVANCE – ACOMPTES

Le présent marché ne pourra donner lieu à aucun versement d'avance ou d'acompte.

Article 9 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

9.1 Facturation

Le paiement des prestations est effectué au fur et à mesure de l'émission des bons de commandes après exécution complète des prestations objet du bon de commande.

Le paiement est effectué sur présentation de factures établies conformément aux prix du marché, et mentionnant :

- les nom et adresse du titulaire ;
- **le numéro et l'objet du marché et le lot correspondant ;**
- **le numéro du bon de commande ;**
- **le numéro SIRET de de l'AEFE 180.006.082.00937, le code service SRVCNT, éventuellement en cas de dépôt sous Chorus Portail Pro (CPP) ;**
- le libellé de la prestation ;
- le lieu de la prestation ;
- le descriptif des prestations ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total €HT et €TTC.

Adresse d'envoi des factures :

La transmission des factures s'effectue sous forme dématérialisée au moyen d'une solution mutualisée par l'Etat, dénommée « Chorus Pro » accessible par internet à l'URL : <https://chorus-factures.budget.gouv.fr>.

L'Etat met à disposition des émetteurs de factures au travers de Chorus Pro les informations suivantes relatives au statut de traitement de leurs factures :

- 1° La mise à disposition du destinataire ;
- 2° La comptabilisation ;
- 3° Le rejet ;
- 4° La transmission du fichier de virement correspondant à la mise en paiement de la facture.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Conformément à l'article L2192-1 du CCP, le titulaire devra obligatoirement transmettre sa facture sous forme électronique.

L'absence d'une mention obligatoire, et plus particulièrement la référence du marché et le numéro du bon de commande entraîne le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions ci-dessus.

9.2 Païement

Le mode de règlement est le virement administratif.

Le délai global de paiement des sommes dues est de 30 jours. Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Article 10 – OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

10.1 Obligation de résultat

Pour l'ensemble des prestations objet du présent marché, le titulaire est soumis à une obligation de résultat, notamment sur la qualité des livrables et leur conformité aux demandes et exigences du présent marché.

Cette obligation s'exerce en tenant compte de la répartition suivante des responsabilités entre l'AEFE et le titulaire :

- L'AEFE est entièrement responsable des choix fonctionnels qu'elle formule dans les pièces du présent marché ainsi que des priorités qu'elle arrête au cours de l'exécution du marché.
- De par son expertise, le titulaire exerce ici son devoir de conseil, en apportant à l'AEFE une analyse critique de ses choix lui assurant de bénéficier des meilleures pratiques de l'état de l'art.
- Le titulaire est entièrement responsable des choix et solutions qu'il propose dans l'offre jointe au présent marché ou qu'il accepte de mettre en œuvre à la demande de l'AEFE au cours de l'exécution du marché. Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire, en sa qualité de maître d'œuvre de ses prestations, exploitant ses connaissances et son expérience, compte tenu de l'état le plus récent des règles de l'art, de la science et de la technique en informatique de gestion, s'oblige :
 - à garantir à l'AEFE des résultats conformes aux prestations attendues, périmètres associés et exigences requises, qui sont matérialisés par le marché ou par ses précisions décidées par le pouvoir adjudicateur ;
 - à faire le nécessaire pour que l'AEFE bénéficie, en temps utile, des conseils et informations qui sont susceptibles de l'intéresser et, notamment, de signaler à l'AEFE tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché, à retarder ou à compromettre le fonctionnement de la solution, ainsi que toute imprécision ou incohérence contenue dans les pièces du marché, à respecter les dispositions qualité conformes à l'état de l'art et aux exigences particulières fixées par le présent marché.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les prix et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire doit satisfaire à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte.

Pour l'ensemble des obligations de résultat, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance. Il est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché.

10.2 Obligation de conseil

En tant que professionnel expérimenté, le titulaire reconnaît à ce titre être tenu à une obligation générale de conseil, d'information, de mise en garde et de recommandation au bénéfice de l'AEFE, et ce durant toute l'exécution du marché.

À cet égard :

- Il notifie à l'AEFE, le plus en amont possible, toutes les difficultés rencontrées au cours de l'exécution d'un bon de commande ou identifiées par le Titulaire et qui seraient susceptibles d'avoir un impact significatif sur ses engagements contractuels ;
- Il informe l'AEFE de toutes difficultés et retours d'expériences dont il aurait connaissance relativement à d'autres projets similaires, dès lors que ceux-ci seraient susceptibles d'avoir un impact significatif sur le service ;

Il fournit à l'AEFE l'ensemble des conseils techniques et commerciaux, mises en garde et recommandations nécessaires. En particulier, il s'engage à conseiller, sans supplément de coût, l'AEFE lorsque celui-ci émet des demandes complémentaires ou nouvelles qui pourraient affecter le projet.

10.3 Déclaration de déclaration de sous-traitance

Le titulaire peut, en cours d'exécution du marché présenter au Pouvoir Adjudicateur, un sous-traitant dans les conditions des articles L. 2193-1 et suivants du CCP.

Conformément à l'article R 2193-3 du CCP, il remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1.

10.4 Affectation des ressources

Le titulaire s'engage à affecter, pour la réalisation des prestations, des ressources et profils compétents :

- Conformément aux exigences formulées en la matière au CCTP ;
- Répondant aux besoins du marché, notamment en termes de compétence et de disponibilité ;
- Ayant une connaissance approfondie des tâches relevant des prestations.

Le titulaire est seul responsable des ressources humaines qu'il affecte à la bonne exécution de ses obligations contractuelles et garantit la disponibilité des ressources pour assurer l'exécution de ses obligations.

Le titulaire s'engage, si cela s'avère nécessaire pour respecter ses obligations contractuelles, à augmenter l'effectif de son équipe de travail, sans accroissement du coût pour le Pouvoir Adjudicateur.

10.5 Propriété intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les parties conviennent de la dévolution à titre exclusif à l'AEFE des droits de propriété sur les résultats.

Ainsi l'AEFE acquiert au titre du marché l'intégralité des droits de propriété sur les résultats et sur tout document les formalisant, tel qu'études, plans et graphiques remis par le titulaire dans le cadre du marché.

Dès lors, en ce qui concerne les résultats relevant de la propriété littéraire et artistique, l'AEFE dispose, sans coût additionnel, de tous les droits d'exploitation, de la manière la plus large et sans réserve, et notamment du droit de reproduction, de représentation, d'adaptation, de modification, de distribution, d'usage sous toutes ses formes selon tous modes présents ou à venir et sur tous supports, pour tous usages et toutes destinations, et ce pour le monde entier et pour la durée de validité des droits, par lui-même ou par tout tiers de son choix.

En conséquence, le titulaire renonce à tout droit sur les résultats hormis pour un usage interne.

Article 11 – OPERATIONS DE VERIFICATION, ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

11.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérifications sont effectuées par le pouvoir adjudicateur au vu des prestations demandées aux cahiers des charges (CCAP et CCTP). Ces vérifications seront effectuées par la Sous-Direction de l'Immobilier (SDI).

L'AEFE dispose d'un délai de deux (2) mois à compter de la réalisation des prestations par le titulaire, pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des prestations ».

Conformément aux stipulations de l'article 29.1 du CCAG/PI, l'acheteur prononce l'admission des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché.

11.2 L'admission

Conformément aux stipulations de l'article 29.1 du CCAG/PI, l'AEFE prononce l'admission des Prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché.

L'admission prend effet à la date de la notification de la décision d'admission. En cas d'admission tacite, la date d'effet est l'expiration du délai mentionné à l'article 28.2 du CCAG/PI, soit un délai de deux (2) mois.

11.3 L'ajournement

Le PAD, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises à point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Il invite le titulaire à présenter à nouveau, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours, sans supplément de prix.

Le titulaire dispose d'un délai de six jours à compter de la notification pour faire connaître son acceptation de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées ci-dessous (cf. 8.3 et 8.4), dans un délai de quinze jours courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionnés.

Le silence de l'administration au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

11.4 Réfaction

Conformément à l'article 29.3 du CCAG/PI, lorsque l'acheteur public estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le PAD dispose également du même délai (quinze jours) pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut de cette notification, le PAD est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

11.5 Rejet

En cas de constat de non-conformité aux exigences définies dans le cahier des charges, l'Administration se réserve la possibilité d'en prononcer le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée et elle ne peut être prise qu'après présentation de ses observations par le titulaire.

La part des prestations rejetées ne feront l'objet d'aucun règlement ou le titulaire sera tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Par dérogation à l'article 29.4.3 du CCAG/PI, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de rejet pour modifier les prestations rejetées.

11.6 Retard d'exécution

Le présent marché nécessite une obligation impérative de respecter les délais contractuels.

Le non-respect de ces délais entraînera les pénalités décrites à l'article 13 du CCAG/PI.

Article 12 – CONFLITS D'INTERÊTS

Les parties mettent en œuvre l'article L.2141 du CCP. Il appartiendra à chaque titulaire du marché de déterminer, lors des remises en concurrence, qu'il n'est pas en position de conflit d'intérêt, en indiquant s'il se trouve en situation de contrôler et d'évaluer ses propres prestations.

Dans le cas où un titulaire se retrouverait dans une situation de conflit d'intérêts, il devra informer par écrit l'administration avant la date limite de remise des offres du marché.

Cette dernière se réserve, au regard des informations qui lui ont été transmises la possibilité d'exclure le titulaire de la procédure dudit marché, en application du CCP.

Le titulaire du marché s'engage à informer, sans délai, le bénéficiaire en charge de la passation de tout changement en cours de procédure de de tout changement de situation le plaçant dans une position de conflit d'intérêts.

En application des articles L2141-12, L2195-4, L2341-6, L3136-5, lors d'une telle situation, le bénéficiaire peut résilier le marché pour ce motif. Le non-respect des obligations d'informations énoncées ci-dessus entraînera résiliation sans préavis ni indemnités du marché conclu en méconnaissance du conflit d'intérêt conformément aux dispositions de l'article 16 « Résiliation du marché ».

Article 13 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent marché comporte un ou des traitements de données à caractère personnel. Dans le cadre de ce marché, le responsable de traitement est, au sens du règlement européen n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et de la loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 dite « Informatiques et Libertés », le pouvoir adjudicateur, l'AEFE et le titulaire est le soumissionnaire.

13.1 Description du traitement faisant l'objet du marché

Le soumissionnaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution des prestations attendues :

Réaliser des audits énergétiques conformément aux attendus décrits dans le CCTP

13.2 Obligations du Responsable de Traitement (Pouvoir adjudicateur / AEFE)

Le responsable de traitement est soumis aux obligations suivantes :

- Respecter les droits des personnes concernées
- Garantir le soumissionnaire qu'il recueillera le consentement express desdites personnes, si cela est nécessaire, avant toute communication et traitement des données à caractère personnel les concernant. Le responsable de traitement doit fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.
- Répondre sous un délai de deux mois aux droits des personnes
- Supprimer les données dès la fin de durée de conservation légale et informer le soumissionnaire des durées de conservation définies.
- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaire au respect de la protection des données à caractère personnel.
- Protéger les données dès la conception (protection by design)
- Protéger les données par défaut (protection by default).
- Prouver à tout moment sa conformité (Accountability).

- Notifier des violations de sécurité sous 72h dès la découverte de la violation, auprès de la CNIL et des personnes (tout Traitement présentant un risque gérant des données sensibles ou relevant de catégories particulières).
- Désigner un délégué à la protection des données.
- Rédiger des EIVP (Etudes d'Impacts sur la Vie Privée) pour les traitements présentant un risque.
- Consulter préalablement la CNIL pour les traitements présentant un risque élevé.
- Coopérer avec la CNIL.

13.3 Obligations du titulaire

Le titulaire est soumis aux obligations suivantes :

- Déclarer qu'il est parfaitement informé des exigences légales qui s'imposent à lui au sens des dispositions du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et de la loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 dite « Informatiques et Libertés ».
- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement.
- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché.
- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles utiles afin de préserver la sécurité, la protection et la confidentialité des données à caractère personnel et notamment empêcher qu'elles ne soient pas déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises à des personnes non autorisées, conformément aux dispositions du RGPD.

Le titulaire devra notamment respecter les obligations suivantes et les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des données qui lui sont confiées, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution du marché, l'accord préalable de l'AEFE étant nécessaire,
- Ne pas utiliser les données traitées à des fins autres que celles limitativement spécifiées dans le marché,
- Ne pas divulguer ces données à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales quelles qu'elles soient,
- Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché,
- Impérativement traiter, stocker et transmettre les données personnelles susceptibles de figurer parmi les données du pouvoir adjudicateur de manière parfaitement conforme à la législation relative à la protection des données à caractère personnel.
- Prouver à tout moment sa conformité (Accountability)
- Fournir le descriptif complet de l'infrastructure de stockage et des dispositifs de protection des données, la localisation des données à tout moment, les dispositifs et procédures de sécurité physiques et logiques entourant les serveurs hébergeant les données et la solution.
- Notifier les violations de sécurité sans délai, auprès du responsable de traitement. Le titulaire devra fournir les procédures d'alerte et d'information au responsable de traitement dans le respect du délai réglementaire en cas d'atteinte, de perte, de divulgation ou de

compromission des données à caractère personnel collectées, traitées ou conservées dans le cadre de ses prestations. Cette notification permettant au responsable de traitement de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

- Si dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

- Coopérer avec la CNIL.

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées et veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

- Aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données.

- Aider le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 34 du RGPD.

- Mettre à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

- Informer immédiatement le responsable du traitement si, selon lui, une instruction constitue une violation du présent règlement ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données.

- Lorsque le titulaire recrute un autre sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques pour le compte du responsable du traitement, les mêmes obligations en matière de protection de données que celles fixées dans le présent marché entre le responsable du traitement et le titulaire, sont imposées à ce sous-traitant par contrat ou au moyen d'un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, en particulier pour ce qui est de présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD.

- Lorsque ce sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable du traitement de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

- Tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :
 - le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
 - les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
 - le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins : la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement, des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique, une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- Le titulaire doit, au terme de l'exécution du présent marché, et selon le choix du responsable de traitement, détruire toutes les données à caractère personnel et renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant.

Article 14 – PENALITES

Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels et notamment ceux liés aux délais. La décision en matière de pénalités est prononcée par l'autorité signataire du marché.

14.1 Pénalités de retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, en dehors des cas prévus aux articles précédents, lorsqu'un délai contractuel, fixé par le bon de commande est dépassé, le titulaire encourt une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 30$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Lorsque les délais établis formellement en début ou en cours de marché sont dépassés du fait du seul titulaire, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.

Les observations éventuelles que le titulaire entend formuler sur lesdites pénalités doivent être adressées, accompagnées de tous justificatifs probants, sous pli recommandé, à la DAF à l'adresse suivante : Immeuble SO POP 4 passage Colisée 93400 ST OUEN SUR SEINE.

Les pénalités continuent de courir jusqu'à l'heure ou la date effective à laquelle la prestation est déclarée réceptionnée ou exécutée par l'AEFE (ou la date de calcul des pénalités en l'absence de réception ou d'exécution effective de la prestation).

Les pénalités sont précomptées sur le montant du bon de commande relatif à la prestation subissant un retard d'exécution.

14.2 Pénalités pour non-respect des clauses particulières à la protection des données personnelles (RGPD)

En cas de non-respect des clauses relatives à la protection des données personnelles, le titulaire encourt en fonction de la gravité du manquement, soit une pénalité de 300 € pour la première infraction et de 1 000 € par infraction en cas de récidive, soit la résiliation du marché à ses torts sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

Le titulaire doit régulariser tout manquement aux clauses particulières à la protection des données personnelles. Dans le cas contraire, l'AEFE réserve aussi le droit de résilier le marché aux torts du titulaire.

14.3 Pénalités pour non transmission des attestations d'assurance

Le titulaire est tenu de communiquer les attestations d'assurance en cours de validité au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit dans les délais fixés à l'article 15 du présent cahier des clauses administratives particulières, il encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité de 25 euros par jour calendaire de retard.

Article 15 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG/PI.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Par ailleurs, les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements). Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée du marché est entièrement pris en charge par le titulaire.

Le titulaire est responsable de tous dommages de toute nature, occasionnés par les membres de son équipe sur les biens confiés. Dans le cas où ça se produit, il lui revient de se charger de la réparation des préjudices qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution des prestations présentées dans le présent marché et de renoncer à tout recours contre l'établissement public.

Article 16 – RESILIATION ANTICIPEE

L'autorité signataire pourra résilier le marché, en tout ou partie, par lettre recommandée, pour faute du titulaire dans les cas prévus à l'article 47 du CCAG/PI, sous couvert d'un préavis de 2 mois.

Aussi, l'Agence pourra résilier le marché sans indemnité, après mise en demeure restée sans effet, par décision notifiée en recommandé avec accusé de réception :

- pour non-respect répété des conditions d'exécution prévues par le présent marché,
- en cas d'inexactitude des renseignements et documents mentionnés à l'article R.2344-2 du CCP ou refus de produire les pièces mentionnées au présent CCAP. Dans ce cas, le marché est résilié aux torts du titulaire, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Article 17 – CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent marché introduit la clause de réexamen définie ci-après. En cas de circonstances particulières, exceptionnelles et extérieures aux parties (crise sanitaire, la guerre etc) en bouleversant l'économie générale du marché, les conditions d'exécution du contrat pourront faire l'objet d'un réexamen entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur (PAD).

Le titulaire du marché présentera une demande motivée de réexamen des conditions du marché. A cet égard, il transmettra au PAD tous documents justifiant les moyens supplémentaires effectivement mise œuvre pour l'exécution du marché.

Ce dossier motivé comprendra notamment :

- Une analyse précise du déficit provoqué par l'exécution du marché y compris :
 - Un sous-détail des prix du marché, faisant apparaître l'impact des circonstances exceptionnelles, notamment sur le prix des matières premières et de l'énergie.
- L'impact des circonstances exceptionnelles sur les délais d'exécution (cas de pénuries de matière première ou de difficultés d'approvisionnement par exemple).
- Et tout autre document permettant de justifier le déficit subi par le titulaire et/ou son impossibilité de respecter le délai contractuel d'exécution.

Les modifications envisagées du marché ne pourront porter que sur :

- les délais d'exécution prévus au contrat (modification du calendrier/planning d'exécution) ;
- le prix des prestations.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent marché.

Ledit avenant devra être signé au plus tard dans un délai de six mois à compter de la date de réception de la demande de réexamen présentée. Au-delà de ce délai, la procédure de réexamen sera considérée comme caduque et prendra fin de plein droit.

Article 18 – NANTISSEMENT

En vue de l'application du régime de nantissement prévu par l'article R.2191-54 du CCP, sont désignés :

- comme comptable assignataire des paiements : l'agent comptable principal de l'Agence ;
- comme fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés à l'article R.2191-60 du CCP.

Article 19 – LITIGES

Les correspondances relatives au présent marché sont rédigées en français. Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties.

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Avant de saisir la juridiction compétente, les parties mettent tout en œuvre pour trouver une solution amiable et équitable.

Article 20 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L'article 3 du présent CCAP déroge à l'article 13 du CCAG/PI ;
- L'article 5 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/PI ;
- L'article 11.5 du présent CCAP déroge à l'article 29.4.3 du CCAG/PI ;
- L'article 14.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG/PI.

**Annexe I : ATTESTATION SUR L'HONNEUR RELATIVE AUX CRITERES D'EXCLUSION ET A
L'ABSENCE DE CONFLITS D'INTERETS**

(à retourner dûment complétée et signée)

Je, soussigné(e), M. ou Mme, responsable de la
société atteste sur l'honneur :

- n'avoir à priori aucun conflit d'intérêt, de quelque nature que ce soit au moment de ma
soumission de candidature au marché n° AF2024.01.03 ;

- qu'il/elle fera connaître sans délai au pouvoir adjudicateur toute situation constitutive
d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts;

- qu'il/elle n'a fait, ni ne fera aucune offre, de quelque nature que ce soit, dont il serait
possible de tirer avantage au titre du marché ;

- qu'il/elle n'a pas consenti, recherché, cherché à obtenir ou accepté, et s'engage à ne
pas consentir, rechercher, chercher à obtenir ou accepter, en faveur ou de la part d'une
quelconque personne, un quelconque avantage, financier ou en nature, constituant une
pratique illégale ou relevant de la corruption, directement ou indirectement, en guise de
gratification ou de récompense liée à l'attribution du marché ;

- que les renseignements fournis à la commission dans le cadre du présent appel d'offres
sont exacts, sincères et complets.

Nota : un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités
politiques ou nationales, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de tout autre type de relations
ou d'intérêts communs.

Fait à, le / ... /

Signature